

Brésil-France. Expériences croisées sur la lutte contre les discriminations

Par George Pau-Langevin*

(Compte-rendu du colloque « Discrimination, intégration » organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la fondation Perseu Abramo, Saõ Paulo, 19-20 mars 2009)

La Fondation Perseu Abramo est l'homologue au Brésil de la fondation française Jean-Jaurès. Elle est proche du PT comme celle-ci l'est du Parti Socialiste. Ces deux structures ont décidé de confronter, au cours d'un colloque qui s'est tenu le 19 mars dernier à Sao Paulo, leurs expériences et leurs interrogations sur les politiques à mener pour lutter contre les discriminations tant en France qu'au Brésil.

Durant deux jours, des tables rondes ont été organisées réunissant militants du PT, notamment beaucoup de jeunes, animateurs de mouvements comme Nazare Cruz pour la jeunesse Noire du PT, étudiants, psychologues ou chercheurs brésiliens comme Gustavo Venturi, responsables politiques comme Edson Santos, Ministre chef du Secrétariat Spécial pour la Promotion de l'Égalité Raciale au Brésil.

La Fondation Jean-Jaurès avait choisi, pour représenter la partie française, Jean Jacques Kourliandsky, responsable pour le Parti Socialiste de l'Amérique Latine, Loubna Meliane, Vice Présidente de SOS Racisme, et moi qui travaille sur ces questions au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Ce fut l'occasion d'apprendre bien des choses sur les réalités du racisme et de la discrimination dans un pays comme le Brésil qui, pour nous tous, demeure comme le symbole même de la cohabitation harmonieuse entre personnes d'origines différentes et comme un exemple réussi du métissage.

L'analyse de la situation dans ce pays se fait le plus souvent par référence au célèbre ouvrage de Gilberto Freyre *Maîtres et esclaves* qui analyse les relations et unions qui ont abouti à une population où toutes les couleurs de peau existent, où les traditions, les habitudes, la cuisine, les préjugés se sont tellement entremêlés dans les grandes maisons de maîtres qu'on ne saurait au fond définir quelle est la part prépondérante dans la culture brésilienne de ces apports indiens, africains ou européens.

Gilberto Freyre raconte qu'à leur arrivée dans ce vaste pays, les Portugais, eux-mêmes issus de mélanges complexes où l'on retrouve Normands, Maures, Mozarabes, ont pris pour femmes d'abord les indiennes qui y vivaient, puis les femmes noires qui y ont été amenées. Au fil des temps, des prohibitions au mariage ont pu être édictées ici ou là, mais la réalité des relations a résisté aux réglementations et aux préjugés. Effectivement, bien que son histoire concernant la traite négrière soit assez classique, et bien qu'il ait été un des derniers pays à avoir aboli l'esclavage à la fin du 19^{ème} siècle, on connaît peu de conflits raciaux violents au Brésil et son image de démocratie raciale n'est pas usurpée. Aujourd'hui, le Brésil compte environ 166 millions d'habitants dont 50% sensiblement sont noirs ou métisses, dits

« bruns », les autres étant blancs ou asiatiques. La population est décomptée ainsi lors des recensements et des études effectuées notamment par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques. Les controverses portent non sur l'existence même d'un décompte comme en France, mais sur la catégorie des « bruns ». Elle correspond à une réalité, celle du métissage, mais peut servir selon certains à minorer la place des noirs et à les diviser. Le Mouvement Noir a réclamé d'ailleurs que les différents groupes ethniques et culturels composant le Brésil soient identifiés avec plus de précision.

Les indiens, populations autochtones, décimés lors de la conquête portugaise, vivent quelque peu en marge de la société surtout dans le Nord du pays. Ils luttent surtout pour leur existence, pour conserver leur mode de vie traditionnel et ne pas être dépossédés une nouvelle fois de leurs droits au moment où la mode de la biodiversité, des recherches et des bénéfices en résultant s'installe au niveau international avec les préoccupations relatives à l'environnement. Ces populations qui sont souvent limitrophes de la Guyane française sont aussi préoccupées par les restrictions de circulation avec celle-ci.

Deux musées très significatifs de la complexité brésilienne méritent d'ailleurs d'être visités : celui de l'immigration japonaise au Brésil et celui de la langue portugaise. L'immigration japonaise s'est développée à la fin du 19^{ème} siècle au moment où l'industrialisation chassait des campagnes là-bas une main-d'œuvre en surnombre qui au contraire faisait défaut au Brésil. Les Japonais sont d'abord, comme toute immigration, arrivés avec l'idée de repartir dès que possible dans leur pays, ont vécu durement, en marge de la société, d'abord comme ouvriers agricoles dans les plantations de café, puis comme ouvriers et employés dans l'industrie et le commerce, en essayant de préserver leur culture et leurs traditions. Au moment de la Seconde Guerre mondiale, ils ont même été privés de droits et traités en parias. Eux-mêmes ont cru qu'ils devaient repartir défendre leur pays d'origine, jusqu'à ce qu'ils réalisent qu'en fait ils n'étaient plus des Japonais au Brésil mais des Brésiliens d'origine japonaise. Depuis, ils ont compris qu'ils pouvaient jouer un rôle non négligeable de pont entre les deux pays par exemple dans le développement des entreprises japonaises au Brésil, mais surtout ces Nippo-brésiliens ont pris toute leur place dans la vie sociale, sportive et politique de leur pays.

Le musée de la langue portugaise, institution moderne, toute bâtie sur les sons, les projections d'images, rend hommage à la langue commune qui fait l'unité de cette nation d'immigrants venus de partout, le portugais.

Toutefois on s'aperçoit rapidement que malgré des rapports humains courtois et une image chaleureuse de « démocratie raciale », la société brésilienne demeure très clivée. Non seulement les inégalités sociales y sont demeurées importantes, mais l'égalité réelle demeure là-bas aussi un objectif à atteindre, les noirs étant encore massivement au bas de l'échelle. L'abolition de l'esclavage à la fin du 19^{ème} siècle n'a pas signifié l'inclusion des noirs dans la vie économique mais les patrons se sont surtout tournés vers l'immigration européenne ou asiatique. Les postes dans les usines ont été occupés par ces migrants et on a dénié aux anciens esclaves la capacité de devenir opérateurs de machines. Ils se sont donc retrouvés sans espace et sans rôle précis dans la société brésilienne. Au Brésil aujourd'hui, 14% des blancs

sont pauvres contre 33% des noirs. Les revenus mensuels des travailleurs noirs représentent la moitié de ceux des blancs. Les hommes noirs vivent cinq ans de moins que les blancs.

Le Brésil est signataire depuis 1967 de la Convention contre toutes les formes de discrimination raciale. Beaucoup de problèmes attribués en France aux questions d'immigration sont évoqués ici comme caractéristiques de la discrimination habituelle contre les noirs : difficultés d'accès à l'emploi, écoles sous dotées, violences policières qui ici sont très graves puisque la police est accusée de pratiquer des exécutions sommaires dans les quartiers ensuite attribuées aux bagarres entre bandes.

Est évoquée aussi l'absence des noirs dans les médias, dans les feuilletons télévisés, ce qui contribue à complexer les jeunes noirs quant à leur apparence physique. De la même façon, ils ne sont guère présents dans les postes à responsabilité. Depuis des années, le Mouvement noir souligne le nombre infime de députés et de sénateurs noirs. Nous rencontrons un député de l'Etat de Sao Paulo, Vicente Candido, Président du Front Parlementaire pour la promotion de l'égalité raciale. Ils sont seulement deux noirs dans cette instance territoriale.

Maria Palmira, psycho-sociologue à Sao Paulo, évoque la pression de la société civile et notamment des plus jeunes pour combattre le racisme au Brésil à partir des années 1980. Elle nous parle de la mise en place d'un Théâtre Noir qui, à travers la dramaturgie, a facilité les échanges sur ce sujet dans différentes villes du pays. Elle évoque aussi des marches, des groupes de Carnaval, autant de différentes formes de protestation qui se sont développées à partir des années 1990.

Elle évoque des faits comme la disparition de deux travailleurs noirs à Sao Paulo, ou l'exclusion de quatre athlètes d'un club de régates qui ont déclenché une forte mobilisation contre la discrimination à travers tout le pays. Une Marche à travers les Palmiers contre le racisme a eu lieu le 20 avril 1995. Une autre expérience importante a été la tenue d'un Congrès Intercontinental réunissant des participants de 19 pays à Sao Paulo sur ce sujet. Le Parti des travailleurs a joué un rôle moteur dans ces initiatives et a coordonné la réflexion de toute la gauche pour que cette question soit intégrée dans le projet politique soumis au pays. Les discussions sur la discrimination sont subtiles en raison des caractéristiques de la société brésilienne où le racisme est de plus en plus sophistiqué, indirect, où les pratiques ne sont pas verbalisées, et où on peut exclure sans discours agressif.

La vision traditionnelle d'une démocratie raciale apaisée laissait penser qu'il était inutile de prendre des mesures spéciales. Le Mouvement Noir a dénoncé cette thèse et réclamé une loi pour que les noirs puissent intégrer le marché du travail avec un pourcentage de postes attribués. Durant la période de dictature, cette question est demeurée en suspens, mais avec la démocratisation elle est reprise aujourd'hui.

Depuis l'élection de Lula à la Présidence du Brésil, les pouvoirs publics ont fait des politiques de promotion de l'égalité raciale une priorité. Un des deux ministres noirs du gouvernement, Edson Santos, est chargé des questions d'égalité raciale. Le Ministre tente d'introduire des quotas pour que des étudiants noirs accèdent plus facilement à l'université. Mais cette mesure se heurte à une opposition résolue de la droite qui considère que ces quotas sont contraires aux traditions de la démocratie brésilienne. Le gouvernement de Lula consacre

désormais 5% du PIB à l'éducation publique mais cet effort est encore insuffisant tout comme la qualité de celui-ci. Le débat se poursuit aujourd'hui entre ceux qui estiment qu'on doit tenir compte des profils raciaux par exemple dans les universités et ceux qui estiment qu'on doit appliquer seulement des quotas sociaux. Comme les noirs font majoritairement partie des populations défavorisées, le gouvernement doit se consacrer d'abord à éviter la montée du chômage, à construire les sept millions d'habitations qui manquent pour les plus défavorisés et à renforcer les mécanismes de protection sociale. Mais certaines politiques plus spécifiques doivent aussi être mises en œuvre, selon Edson Santos.

Il est nécessaire de régulariser la possession de la terre occupée de manière informelle ou traditionnelle dans les quilombos. Ces 3500 communautés recensées ont maintenu leur mode de vie lié à la résistance à l'esclavage, et donc leur culte, lié au Brésil du siècle passé. La possession de leurs terres aurait dû être régularisée au moment de l'abolition de l'esclavage.

Le Ministre juge aussi importante une meilleure connaissance de l'histoire de l'Afrique dont la population est en partie issue, ainsi que des cultures noires traditionnelles du Brésil. Face à la globalisation économique, la diversité culturelle du monde doit être sauvegardée. Il souhaite intensifier les échanges avec les universités dans les pays africains de langue portugaise. Il souligne que Lula a été élu par le peuple, les femmes et les noirs mais que ces populations se sentent encore écrasés, d'où une certaine morosité devant la lenteur des changements.

Ceci oblige donc à adapter les politiques publiques. Certains leaders conservateurs s'opposent au projet de loi favorisant l'admission d'étudiants noirs dans les universités, au motif que ce projet risque d'introduire de la division entre Brésiliens blancs et noirs, mais pour lui le risque de raciaiser la société brésilienne n'existe pas aujourd'hui puisqu'en fait elle l'a déjà été dans le passé. Si, sans doute, il importe de se soucier des inégalités importantes en termes de pouvoir d'achat, il demeure tout aussi indispensable de favoriser les discussions sur les préjugés qui défavorisent aujourd'hui les travailleurs noirs.

Un mouvement comme celui de la négritude a contribué à former la conscience des intellectuels de sa génération. Le rapport du Mouvement Noir brésilien aux élections américaines est complexe, car à la fois la famille Obama apparaît dans les médias comme la plus puissante du monde, considérée comme belle et désirable, mais la vie des jeunes dans les banlieues demeure mouvementée. Au Brésil, le racisme est devenu plus dissimulé, souterrain mais les relations de domination et la distance demeurent. Les règles du jeu changent car certains se sont appropriés les discours du Mouvement Noir pour s'opposer à sa démarche de contestation. La politique d'action affirmative prônée par le Président Lula permet d'avancer.

Pour la sociologue Maria Palmira, la question importante est celle de la violence qui s'exerce contre les jeunes noirs, chez qui se constate une surmortalité. Il y a quelques mois, trois jeunes noirs ont été assassinés à Rio par des trafiquants de drogue, ce qui a créé une forte émotion et a entraîné une forte mobilisation. Palmira souligne aussi une représentation négative de la femme noire dans les médias. Elle est peu représentée, comme les jeunes d'ailleurs, ce qui mine la confiance de ces populations dans leur image.

Les candombles sont à la base des mouvements sociaux au Brésil. Il ne faut pas oublier la participation non formelle des mouvements religieux. A l'inverse, il faut améliorer la prise en charge par les centrales syndicales de la lutte contre le racisme. La loi existante depuis des années, qui prône l'enseignement de l'histoire africaine dans l'enseignement au Brésil, est peu appliquée. Aujourd'hui encore, la place des noirs à la télévision semble insuffisante. Ainsi, les vedettes à la télévision ne sont pas noirs. Elles sont employées, nounous, mais jamais personnages principaux. Les seuls héros positifs sont vus dans les films nord-américains. Pour elle, la lutte contre le racisme doit accompagner le socialisme. La question de l'inclusion des noirs dans les postes à responsabilités demeure posée d'une manière plus générale et elle serait favorable à la différenciation raciale au sein des quotas. Elle estime souhaitable que l'Etat ait un système d'information adéquat soulignant les défaillances du système. La promotion de l'égalité est un défi à relever pour l'actuel gouvernement.

Julio Santos, coordonnateur du Forum National de la Jeunesse Noire, explique que les jeunes noirs sont organisés au sein du PT depuis les années 1980, car ils en avaient assez d'être des acteurs invisibles et ils expliquent qu'ils sont parvenus à force d'actions et de rencontres à inclure dans le programme de leur parti une condamnation de la discrimination et à faire comprendre que les problèmes ne sont pas seulement économiques même si certains leur reprochent par ce mouvement de se « ségréguer tout seuls ».

Il insiste lui aussi sur le fait que l'élection de la seule députée noire de Sao Paulo a été le résultat d'une action affirmative négociée avec le Président Vargas. Nous avons rencontré cette députée fédérale, Janete Rocha Pieta, qui semble un peu seule dans cette fonction même si elle est parvenue à jouer un rôle important. Elle s'active pour la réhabilitation de la conscience noire avec des personnages historiques mythiques comme Zumbi dos Palmares, le chef d'un quilombo (village de noirs évadés des plantations) célébré le 20 novembre de chaque année.

Valter Silverio, sociologue réputé à l'Université Fédérale de Sao Carlos, insiste sur la nécessité pour ces populations minoritaires de récupérer leur dignité. Le consensus existe sur les politiques à mener pour corriger les inégalités sociales qui sont importantes. Ainsi seuls 5% des étudiants sont de jeunes pauvres donc une majorité de la population n'est pas présente dans les universités. Les politiques sociales visent plus les salaires que les demandes d'identification ethnique mais le mouvement noir, lui, affirme l'importance des différenciations raciales et de la citoyenneté. On ne peut faire de politiques publiques sans inclure ce qui concerne les minorités ethniques, les jeunes ou les femmes.

Au Brésil, on parle plutôt de classes que de races, mais l'écart entre blancs et noirs est considérable dans l'éducation et dans les salaires. La différence des salaires entre noirs et blancs est associée pour 57,4% à la différence de formation et pour 41% à la discrimination. Depuis dix ans, l'impact des politiques menées sur la situation des noirs est minime. Pour lui, ceux qui ne veulent pas parler d'action affirmative dans les partis de gauche acceptent une forme de racisme institutionnalisé et de paralysie sur ces questions. Il estime cyniques les médias qui ne considèrent pas le racisme comme un problème.

Au total, ces deux journées d'échange intenses ont été très riches et instructives de part et d'autre. Nos interlocuteurs brésiliens ont eu en revanche beaucoup de mal à comprendre le

racisme qui frappe les maghrébins en France dans la mesure où ils ne sont pas noirs. Il feront préciser plusieurs fois la situation à Loubna Meliane, Vice Présidente de SOS Racisme. La seule comparaison un peu parlante pour eux est celle avec la situation des latinos aux Etats-Unis.

En ce qui nous concerne, il nous est apparu frappant que nombre de débats qui divisent largement les forces progressistes en France sont tout aussi vifs ici. On peut penser également que des difficultés attribuées habituellement chez nous aux problèmes migratoires se retrouvent pour une partie de la population ici, dans un pays certes fondé sur des migrations successives, mais où les inégalités sociales, économiques et culturelles réelles recourent largement des préjugés imprégnés des séquelles historiques dues à l'esclavage et au système de plantation comme aux Etats-Unis. En France, les processus inégalitaires ou de rejet affectent précisément, quoi qu'en disent certains, les populations qui sont marquées par ces avatars historiques. Chez nous aussi, une partie de la population est issue de l'esclavage et de la colonisation. Taire ou nier les discriminations qu'elle vit nourrit une révolte sourde qui explose de temps à autre.

Donc le débat demeure ouvert sur ces sujets : faut-il ou non identifier ces problèmes ou éviter de parler de ce qui fâche ? Faut-il les traiter spécifiquement ou les noyer dans des mesures sociales ? Veut-on préserver une apparence de démocratie raciale ou avancer résolument, surtout quand on est de gauche ? De la réponse à ces interrogations et de la vigueur des politiques menées pour y répondre dépendra en grande partie la crédibilité de notre modèle républicain.

* George Pau-Langevin est députée de Paris, vice-présidente du Groupe socialiste de l'Assemblée nationale chargée des questions d'immigration et de co-développement.